



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Comment créer une entreprise sociale ?



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Qu'est-ce qu'une entreprise sociale ?

Selon la Commission européenne, le terme "entreprise sociale" signifie "un opérateur de l'économie sociale dont l'objectif principal est d'avoir un impact social au lieu d'obtenir un bénéfice pour ses propriétaires ou ses actionnaires". Une entreprise sociale fonctionne en fournissant des biens et des services pour le marché d'une manière entrepreneuriale et innovante et elle utilise ses bénéfices principalement pour atteindre des objectifs sociaux. Elle est gérée de manière ouverte et responsable et, en particulier, implique les employés, les consommateurs et les parties intéressées concernées par leurs activités commerciales (Social Business Initiative, octobre 2011).

Le concept d'entreprise sociale fait partie du secteur de l'économie sociale, qui comprend les coopératives, les mutuelles, les associations à but non lucratif et les fondations. Selon des données officielles de la Commission européenne, il y a plus de 2 millions d'entreprises sociales en Europe, soit 10% de l'ensemble des entreprises.

Plus de 160 millions de personnes participent à des entreprises sociales qui contribuent à l'emploi, à la cohésion sociale, au développement régional et rural, à la protection de l'environnement, à la protection des consommateurs, au développement agricole, au développement des pays tiers et au développement des politiques de sécurité sociale de l'UE.

Entreprise sociale

L'entreprise sociale est une entité privée qui exerce, sur une base permanente et principale, une activité d'intérêt général, à but non lucratif et de solidarité et d'utilité sociale ; elle est régie par le décret législatif n° 112/2017 ; l'entreprise sociale a la possibilité de partager les bénéfices et les excédents d'exploitation, bien que sous une forme limitée. Les coopératives sociales et leurs consortiums acquièrent automatiquement le statut d'entreprise sociale.

Les organismes de droit commun reconnus peuvent adopter la qualification d'entreprise sociale uniquement s'ils exercent les activités d'entreprise d'intérêt général définies par le décret législatif n° 112/2017 et définies par un règlement relatif à l'instrument public ou à la rédaction privée autorisée visant à transposer les dispositions du décret législatif ;

Une entreprise sociale ne peut exercer que les activités d'intérêt général prévues par la loi, à savoir :

- les interventions et les services sociaux;
- les interventions et services de santé ;
- les prestations sociales et de santé ;
- les activités d'éducation et de formation professionnelle ;
- les interventions et services visant à sauvegarder et l'amélioration de l'environnement et l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles, à l'exclusion de la collecte et du recyclage habituels des déchets municipaux, spéciaux et dangereux ;
- les mesures visant à protéger et à améliorer le patrimoine culturel et le paysage;
- la formation universitaire et postuniversitaire ;
- la recherche scientifique présentant un intérêt social particulier ;
- l'organisation et la gestion des activités culturelles,
- les activités artistiques ou récréatives d'intérêt social, y compris les activités, y compris l'édition, la promotion et la diffusion de la culture et de la pratique du bénévolat et des activités d'intérêt général visées au présent article ;
- la diffusion de radios communautaires ;
- l'organisation et la gestion d'activités touristiques d'intérêt social, culturel ou religieux;

- la formation extrascolaire vise à prévenir le décrochage scolaire et la réussite scolaire, la prévention des brimades et la lutte contre la pauvreté éducative ;
- les services aux entreprises sociales ou autres entités du secteur tertiaire ;
- la coopération au développement ;
- les activités commerciales de production de l'éducation et l'information, la promotion et la représentation, la concession de licences de marques de certification, effectuées sous ou en faveur de chaînes de commerce équitable ;
- les services d'intégration ou de réintégration sur le marché du travail des travailleurs ; et des personnes défavorisées ; o le logement social et tout autre
- L'activité résidentielle répond à des besoins sociaux, sanitaires, culturels, de formation ou de travail ;
- l'accueil humanitaire et l'intégration sociale des migrants ;
- omicrocrédit ;
- l'agriculture sociale ;
- l'organisation et la gestion d'activités sportives amateurs ;
- le réaménagement des biens publics non utilisés ou des biens confisqués au crime organisé ;



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

L'entreprise sociale et la Commission européenne

L'entreprise sociale est constituée par un acte public ; les actes constitutifs doivent exprimer le caractère de l'entreprise en définissant l'objet social et l'absence de but lucratif, conformément au décret législatif 112/2017 ; l'entreprise sociale est constituée par les organes suivants :

- l'assemblée des actionnaires : elle réunit tous les membres de la société ;
- Conseil d'administration : est élu par l'assemblée des actionnaires et gère la société ;
- Président : il représente légalement la société ;

La composition et la fonction des organes peuvent être partiellement modifiées si l'entreprise sociale est une société à responsabilité limitée, une coopérative ou une fondation ;

Le principal objectif des entreprises sociales est de générer un impact significatif sur la société, l'environnement et les communautés locales. Les entreprises sociales contribuent à la croissance de l'intelligence collective en répondant aux innovations sociales qui ne sont pas satisfaites, par exemple, Les entreprises sociales ont pour but d'encourager l'embauche d'employés pour l'apprentissage continu et l'amélioration de leurs capacités. En outre, elles contribuent à une croissance durable en tenant compte de leur impact environnemental et ont une vision à long terme. L'initiative pour l'entrepreneuriat social, lancée en 2011, a identifié trois lignes d'action pour introduire des changements techniques concrets et améliorer la situation des entreprises sociales dans la pratique :

1. Faciliter l'accès au financement :

Des fonds publics ont été alloués aux entreprises sociales. Le programme pour l'emploi et l'innovation sociale a été réalisé. Les fonds disponibles aux entreprises sociales pour soutenir le développement du marché de l'investissement social, qui représente 85 millions d'euros, et pour faciliter l'accès à ces fonds pendant la période 2014-2020 grâce à des instruments de type prêt. a réformé les Fonds structurels pour permettre aux États membres de les utiliser pour financer les entreprises sociales ;

2. Leur donner une plus grande visibilité :

D'où la décision de créer un Fonds européen pour l'entrepreneuriat social, dont l'objectif est d'aider les entreprises sociales à accéder plus facilement aux financements et d'aider les investisseurs à identifier les investissements dans les entreprises sociales elles-mêmes ;

3. Optimiser le cadre juridique :

Les bourses éthiques doivent également être développées pour créer une plateforme européenne de négociation des actions des entreprises sociales sur les valeurs boursières réglementées par une autorité de services financiers ;



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Exemples d'entreprises sociales

En Roumanie, une entreprise employant 5 salariés et 5 bénévoles a été créée en 1996 pour fournir des services culturels en roumain pour les aveugles, en adaptant divers médias (en particulier des livres audio et des films) aux besoins d'un public estimé à 90 000 personnes ;

En France, une entreprise a lancé en 2004 un concept novateur de services de lavage de voitures sans eau avec des produits biodégradables, employant des personnes non qualifiées et marginalisées pour les intégrer au marché du travail ;

En Hongrie, une fondation a créé un emploi stable pour les personnes handicapées (40 employés) et leur offre une formation et des services de garde d'enfants pour assurer leur transition vers un emploi stable ;

Aux Pays-Bas, des cours d'accompagnement à l'utilisation d'outils numériques innovants et d'une méthode basée sur le même principe sont dispensés aux enfants hyperactifs ou autistes, mais aussi aux analphabètes et aux immigrants ;

En Pologne, une coopérative sociale constituée de deux associations d'employeurs de personnes handicapées de longue durée offre sur le marché une gamme de services : restauration, petits projets de construction et d'artisanat et formation pour l'insertion professionnelle des personnes défavorisées ; les employés ont une opinion positive de leur travail et cette opinion se répercute sur leurs collègues et sur l'environnement. L'attitude du personnel non seulement rend le travail de l'entreprise fiable et cohérent, mais peut aussi avoir un impact extraordinaire qui ne nécessite pas nécessairement les ressources de l'entreprise : il est peu probable que les employés soient absents pour laisser le travail en bon état, ce qui entraîne des économies de coûts. En outre, les coûts de gestion et d'administration sont beaucoup moins élevés que dans de nombreuses entreprises, comme c'est le cas au Royaume-Uni, ce qui confère aux entreprises sociales un avantage concurrentiel sur le marché. En outre, comme les bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise qui les a générés, les entreprises sociales offrent des possibilités d'investissement durables à long terme ;



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

National recognition of new emerging concepts

	Social enterprises	Non-profit	Third sector	Collaborative economy	Common goods' economy	Civil society and volunteering	Corporate social responsibility	Social innovation	Social economy	Circular economy
Austria	**	***	*	*	*	***	***	**	*	*
Belgium	**	***	*	*	*	**	**	**	*	**
Bulgaria	**	**	**	*	*	**	**	**	**	*
Croatia	**	***	**	*	.	***	**	**	*	*
Cyprus	**	**	**	*	*	**	**	*	.	*
Czech Republic	**	***	**	*	.	*	**	*	*	.
Denmark	**	*	**	**	.	**	***	**	.	*
Estonia	**	***	***	*	.	**	.	*	.	.
Finland	***	**	***	*	.	***	***	**	*	*
France	**	**	**	**	**	**	**	**	***	*
Germany	**	**	***	*	*	**	***	**	**	*
Greece	**	***	.	.	.	**	*	.	.	.
Hungary	**	***	*	*	.	***	**	**	*	.
Ireland	**	***	**	**	.	***	***	**	.	**
Italy	**	***	***	*	**	**	**	**	*	**
Latvia	*	***	**	.	.	**	**	*	.	.
Lithuania	*	**	**	*	.	**	**	*	*	*
Luxembourg	***	***	***	***	.	***	***	***	*	***
Malta	**	**	*	*	*	**	**	.	*	*
Netherlands	***	***	*	**	*	***	***	**	.	***
Poland	***	***	***	*	.	***	**	*	*	.
Portugal	**	**	***	.	.	**	*	*	*	.
Romania	**	**	**	.	.	**	**	*	.	*
Slovakia	**	***	***	.	.	**	**	*	.	.
Slovenia	**	**	*	*	.	***	***	**	*	**
Spain	*	*	**	*	*	**	**	*	**	*
Sweden	***	**	**	*	*	***	**	**	.	**
United Kingdom	***	**	***	**	.	***	***	**	.	**

No recognition / * Low recognition / ** Moderate recognition / *** Strong recognition

<https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/enterprises/>
<https://www.eesc.europa.eu/>



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Comment commencer ?

Analyse de marché



L'activité est principalement divisée en deux phases, la première consistant en la réalisation d'études de marché et l'élaboration d'un rapport de recherche connexe ; la seconde est consacrée à la définition d'un plan de marketing, sur la base des conclusions qui se dégagent du rapport de recherche.

L'étude de marché sera précédée par l'analyse des objectifs de recherche et l'identification des méthodologies de recherche, normalement effectuées sur la base des analyses statistiques existantes, ainsi que des rapports et des observateurs économiques rédigés par les instituts spécialisés :

1. **MACROECONOMIQUE**, cette situation économique nationale et, si l'objectif de l'étude l'exige, également au niveau international, aux niveaux économique, politique et social, avec des perspectives de développement connexes ;
2. **SECTEUR ET MARCHÉ DE RÉFÉRENCE**, par l'analyse de la structure du marché et de sa rentabilité ;
3. **LA CONCURRENCE**, par l'analyse du nombre de concurrents (directs et indirects) présents sur le marché, du degré de concentration de l'offre, des facteurs de succès critiques et du benchmarking avec les stratégies adoptées par les leaders du marché ;
4. **DEMANDE**, par l'analyse du segment et de l'audience cible en termes de nombre, de facteurs et d'habitudes d'achat, de revenus, d'attentes, d'âge, d'éducation, etc.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Études de marché

∅ Segmentation : consiste en la subdivision des destinataires d'un projet ou d'une intervention en groupes ou sous-groupes homogènes (présentant les mêmes caractéristiques) ; elle est effectuée en tenant compte de quatre variables :

- o Géographie : régions, villes, quartiers, zones, densité de population, régimes climatiques ;
 - o Socio-démographique : âge, sexe, taille de la famille, étape du cycle de vie, revenu, éducation, classe sociale, religion ;
 - o psychophysiques (portraits personnels) : modes de vie, caractéristiques individuelles ;
 - o comportemental : avantages souhaités, coûts perçus, utilisation d'un bien ou d'un service et attitude à l'égard de ces derniers, étapes du changement ;
- ∅ Ciblage : le processus de ciblage suit la segmentation de la demande, afin de sélectionner un ou plusieurs d'entre eux à qui l'offre doit être adressée ;
- ∅ Positionnement : les techniques de positionnement concernent principalement les avantages que l'on peut obtenir en adhérant à ce qui est proposé par rapport à la concurrence ;

Toujours dans le domaine de l'étude de marché, en fonction de la connexion entre les résultats de la recherche elle-même et la phase suivante de l'élaboration du plan de marketing, nous porterons l'analyse de l'entreprise et donc l'analyse du T.O.S.E., l'étude croisée des forces et des faiblesses de l'entreprise avec les opportunités et les menaces qui émergent de l'analyse du marché, où l'analyse des forces et des faiblesses implique l'analyse de l'entreprise du point de vue organisationnel, managérial, financier, de la responsabilité sociale, du niveau technologique et de la compétitivité.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Plan de Marketing

Sur la base des conclusions de l'étude de marché, le plan de marketing est élaboré, à savoir le document dans lequel :

o les objectifs de l'entreprise sont résumés sur la base et en référence auxquels ils viennent élaborer les stratégies appropriées ;

o le dosage des politiques de marketing est défini (politiques de produits, prix, communication et distribution) :

∅ Produit : l'idée, le comportement que vous voulez promouvoir auprès de la cible et les avantages connexes de l'adhésion à celle-ci ;

∅ Prix : tous les coûts économiques, psychologiques, de temps et d'énergie ;

∅ Lieu : Les lieux, les situations dans lesquelles le produit atteint les destinataires et leur est offert (écoles, lieux de travail, magasins, lieux de soins, manifestations de place) ;

∅ Promotion : Les activités de communication (publicité, événements, matériel graphique, presse de bureau, relations publiques, ...) pour mettre en évidence les avantages de l'adoption de l'idée/comportement proposé et suggérer les mesures que les cibles doivent prendre ; ou identifier les ressources à utiliser et les coûts y afférents ;

o les points de contrôle de l'activité de commercialisation sont établis ;



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Analyse S.W.O.T.



L'analyse S.W.O.T. est un outil de planification qui se prête très bien à une utilisation participative, pour évaluer les forces (Strength) et les faiblesses (Weakness), les opportunités (Opportunities) et les menaces (Threats) d'un projet ou d'une entreprise ou toute autre situation dans laquelle une organisation ou un individu doit prendre une décision pour chaque goal; information connexe et forces et faiblesses, opportunités (O) et les menaces (T) peuvent être facilement traduites en stratégies compte tenu des impacts que les déterminants de l'environnement externe ont sur les forces (S) et les faiblesses (W) de l'environnement interne.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Une analyse réussie ?

Vous êtes maintenant prêt pour le business plan !

- Les principaux documents sur lesquels s'appuie la présentation du plan d'entreprise sont les suivants
- o Résumé exécutif : la synthèse du plan d'entreprise est élaborée à la fin de l'ébauche du document ; utilisé avec attention ; écrit en clair et en direct, quelques pages, cinq au maximum, présente l'analyse et les informations les plus importantes au moment du démarrage ; est situé au début de la structure du plan d'entreprise ;
 - o ElevatorPitch: Il présente le projet d'entreprise en direct, en béton et à court terme ; le pitch est de dix minutes conversation qui vise à susciter l'intérêt de l'interlocuteur pour écouter ce que l'entrepreneur a à dire ;
- Les éléments de ce document sont les suivants :
- o Mission : identifie l'objectif de l'entreprise et justifie l'identité elle-même, répond en quelques mots aux questions : "Qui sommes-nous ?", "Que faire ?", "Pourquoi faire ?"
 - o Vision : objectifs à long terme de la société, reflète les idéaux, les valeurs et l'inspiration de l'entrepreneur ;
 - o Proposition de valeur : l'aspect commercial, les caractéristiques des services offerts par les producteurs, mettent toujours l'accent sur ce qui est novateur par rapport à l'idéologie qui le rend défendable, et sur ce qui constitue une valeur sociale ;
 - o La théorie du changement : les objectifs sociaux à long terme de l'entreprise ; la manière dont l'activité permet d'atteindre ces objectifs ; la théorie du changement résume la valeur sociale du projet et les étapes nécessaires pour parvenir au changement social souhaité ;
 - o Problème et solution : le produit doit fournir une solution innovante et efficace à un problème social défini ; il indique clairement que le problème social est résolu et que vous souhaitez le résoudre ou le satisfaire par le biais du projet d'entreprise. Il est important d'identifier précisément les types de personnes qui sont confrontées au problème : quelle personne achèterait immédiatement le service de production ; étant donné le problème, la solution se présente : comment vous pouvez le résoudre ; quels avantages apportent la solution ; soulignez la manière dont elle est traitée maintenant et comment vous comptez la traiter à l'avenir ; décrivez le service de production : caractéristiques physiques, possibilité d'utilisation, caractéristiques distinctives, développements futurs possibles ;
 - o L'analyse du marché : elle montre que le marché est clair et qu'il veut fonctionner



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Caractère social et innovant

Il est approprié de mettre en évidence les caractéristiques sociales et innovantes de votre entreprise, en indiquant quels aspects du plan opérationnel sont distincts de ceux des concurrents et quelles activités ont le plus grand impact social ;

o Stratégie de marketing et de communication : il est essentiel d'avoir des plans de marketing bien définis ; les actions auprès des clients et par le biais des canaux de distribution ; si le produit ou le service n'est pas valide, il est également nécessaire pour susciter l'achat ciblé ; en ce sens, une communication efficace, ciblée et planifiée est indispensable pour acquérir de nouveaux clients et maintenir les activités existantes. de l'Union européenne ;

o Équipe et organisation : fournir un aperçu de l'organisation de l'entreprise : quelles sont les personnes dont elle fait partie et ce qu'elle détient ; pourquoi cette équipe ; l'équipe est la composante la plus importante d'un projet d'entreprise ;

o Plan financier : Un plan financier solide est essentiel pour donner de la crédibilité au projet et pour démontrer que l'idée peut générer un rendement économique pour ceux qui décideront d'investir ; quel est le plan financier et économique du projet ; quelle est la feuille de route pour le développement ; préciser les étapes nécessaires pour lancer l'idée et développer les ressources dont vous avez besoin et comment vous les utilisez ;

o Analyse de l'impact social : quel est l'impact social généré par l'activité ; quels sont les résultats concrets à atteindre ; la génération d'impacts sociaux est caractéristique de l'entreprise sociale : elle doit démontrer que le produit ou le service est capable d'avoir un impact significatif. Indique quels seront les résultats de l'activité et avec quelle métrique ils seront mesurés



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



IMPROVING SKILLS OF SOCIAL ENTREPRENEURS EUROPÉEN

Dans l'UE, la plupart des intermédiaires financiers travaillant avec des entreprises sociales le sont :

Fonds de philanthropie de risque

- L'application des techniques de capital-risque au financement des entreprises sociales, une stratégie de financement adaptée, est combinée avec les services financiers, le renforcement des capacités organisationnelles et la mesure des performances ;
- Un processus de sélection en plusieurs étapes ;
- L'octroi de subventions, de fonds propres ou de dettes exige un rendement financier en plus du rendement social attendu.

Banques

- Les banques sociales-éthiques, qui accordent des prêts aux entreprises ou aux organisations qui relèvent de leur mission ;
- Les banques commerciales qui ont également un programme philanthropique ou des lignes de produits spécifiques pour les entreprises sociales.

Plates-formes de financement des foules

- Classés par type d'instrument financier sur la plateforme (fonds propres, prêts, récompenses ou dons) ;
- Les accords de confidentialité sont rares étant donné le nombre d'investisseurs individuels ; - Le contrôle et les droits de vote doivent être mis en commun et structurés pour simplifier l'interaction avec les actionnaires.

Fondations caritatives

- investir des actifs sur les marchés traditionnels des actions et des obligations et utiliser les dividendes et les intérêts pour une mission sociale ; - disposer d'actifs importants.

Institutions financières de développement communautaire

- Aider les entreprises sociales à développer des logements abordables, à construire des équipements collectifs et à lancer ou à développer des programmes communautaires et de création de richesses communautaires ; - Fournir des capitaux et des services financiers aux personnes et aux communautés qui ne sont généralement pas desservies par les institutions financières traditionnelles.

Facilité fiscale et finance ment



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Chypre



À Chypre, il n'existe pas de forme juridique spécifique pour une entreprise sociale. Les entreprises sociales peuvent donc fonctionner comme :

1. Société à responsabilité limitée sous deux formes :
 - a. Une société à responsabilité limitée par actions, dont les bénéfices sont distribués aux actionnaires ;
 - b. Une société à responsabilité limitée par garantie sans capital social ;
2. une organisation non gouvernementale (ONG) :
 - a. Sociétés à but non lucratif
 - b. Associations
 - c. Fondations
 - d. Club

Réduction d'impôts

Soutien public ciblant les entreprises sociales :

- Services sociaux : partie du ministère du travail, de la protection sociale et de l'assurance sociale (MLWS)
- Service de développement industriel : Les programmes qui peuvent aider les entrepreneurs sociaux comprennent : des subventions pour les jeunes entrepreneurs, des subventions pour les micro-entreprises, des subventions pour les entreprises rurales et des subventions pour les investissements dans des secteurs spécifiques.
- Département du travail : met en œuvre un certain nombre de programmes dans le cadre desquels les employeurs reçoivent des subventions de l'État pour favoriser l'emploi des chômeurs.
- Centre de productivité de Chypre (KEPA) : vise à "aider les organisations privées et publiques à utiliser au mieux leurs ressources humaines et en capital afin d'accroître la productivité".
- Human Resources Development Authority (HRDA / ANAD) : est chargée de la formation et du développement de la main-d'œuvre chypriote. Les programmes gérés par l'ANAD comprennent des programmes de formation pour des secteurs spécifiques ou des groupes cibles spécifiques
- Autres subvention



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Incitations fiscales (pour les entreprises)

- faible imposition à 12,5% avec zéro quota sur certains types de revenus
- la zone industrielle et l'exemption de droits de douane et de taxes d'accises pour les opérations dans
- gel industriel
- des programmes de formation industrielle
- les zones industrielles subventionnées
- des subventions et autres aides financières aux investisseurs, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'environnement,
- le développement industriel, la technologie, la recherche et l'innovation, le commerce et les services.

Micro-crédit : Cypef

Les instruments financiers de CYPEF seront déployés par des banques locales qui seront sélectionnées par le FEI à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) et, par conséquent, par des intermédiaires financiers d'une organisation non gouvernementale (ONG). Ces intermédiaires financiers mettront les instruments financiers de CYPEF à la disposition des PME éligibles à des conditions favorables, sous la forme de taux d'intérêt réduits et, éventuellement, d'exigences réduites en matière de garantie, de prorogation des échéances des prêts et de périodes de grâce.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Espagne

En Espagne, il existe de nombreux financements incitatifs pour les entrepreneurs et d'autres activités de soutien, dont beaucoup sont régionales :

"L'InstitutodeCréditoOficial" (ICO), en tant qu'institution de crédit appartenant à l'État, a été créé en 1993 pour promouvoir la culture et l'art. Elle offre des facilités de financement multiples, telles que les "facilités de deuxième étage" axées sur les PME et les entrepreneurs (ICOFacility for Companies and Entrepreneurs), afin de fournir un financement aux travailleurs indépendants et aux entreprises espagnols pour qu'ils puissent réaliser de nouveaux investissements en Espagne et répondre à leurs besoins de liquidités.

La "Confederación Empresarial Española de la Economía Social" (CEPES) représente la plus grande institution de l'économie sociale en Espagne et constitue une plate-forme de dialogue institutionnel avec les autorités publiques.

Entrepreneuriat social

La loi 5/2011 du 29 mars sur l'économie sociale définit les différents types d'organisations qui peuvent se référer à la sphère de l'économie sociale : coopératives, entreprises de salariés, mutuelles, centres spéciaux pour l'emploi, entreprises d'insertion sociale, syndicats de pêcheurs, associations et fondations.

De nombreux agents de l'entrepreneuriat social sont des programmes d'incubation et d'accélération qui se concentrent sur les entrepreneurs et jouent un rôle important dans la croissance des entreprises et d'autres acteurs vedettes tels que les consultants, les plateformes de financement ou les espaces de co-travail.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Réduction d'impôts

- La loi 14/2013 du 27 septembre sur le soutien aux entrepreneurs et leur internationalisation prévoit un soutien fiscal et de sécurité sociale pour les entrepreneurs "selon un régime spécial, et composé des exigences suivantes :
- Les contribuables dont le volume d'opérations au cours de l'année civile précédente n'a pas dépassé 2 000 000 € peuvent appliquer le régime spécial du critère de l'argent liquide.
- Lorsque le contribuable a commencé à exercer des activités commerciales ou professionnelles au cours de l'année civile précédente, le montant du volume d'opérations doit être porté à un an.
- Lorsque le contribuable n'a pas commencé à exercer des activités commerciales ou professionnelles au cours de l'année civile précédente, il peut appliquer ce régime spécial au cours de l'année civile en cours.
- Pour la détermination du volume des opérations effectuées par le contribuable visé aux sections précédentes, celles-ci sont considérées comme ayant été effectuées lorsque la valeur ajoutée fiscale est ou, le cas échéant, serait devenue exigible si le régime spécial de la comptabilité de caisse n'avait pas été appliqué aux opérations.
- Les contribuables dont les paiements en espèces au même bénéficiaire au cours de l'année civile dépassent le montant déterminé par la réglementation seront exclus du régime de trésorerie".

Micro crédit

Le "Programme de microcrédit pour les jeunes" (Programme de Microcréditos para Jóvenes) offre des fonds de microcrédit aux jeunes entrepreneurs âgés de 16 à 35 ans, qui ne disposent pas d'une capacité financière suffisante pour accéder au système de crédit ordinaire, qui résident en Espagne et ont commencé leur activité commerciale il y a moins de trois ans.

Les modalités de financement sont les suivantes :

- # Le taux de financement maximum va jusqu'à 95% du coût total du projet
- # Le montant maximum des prêts est de 25 000 euros
- # Le taux de remboursement est de 6 ans (y compris un délai de grâce de 6 mois en option)
- # Le taux d'intérêt fixe est de 5,9% sur la durée du prêt
- # Il n'y a pas de commissions ni de garanties (sauf pour les personnes morales)



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Italie

Réduction d'impôts

L'article 18 du décret législatif n° 112 de 2017 régit l'entreprise sociale



- Incitations fiscales pour ceux qui investissent dans le capital de coopératives sociales en tant qu'entreprises sociales ex lege
- Démarrage de l'innovation avec une vocation sociale (décret-loi n° 179 de 2012, converti en loi n° 221 de 2012) :
Enregistrement : le 4ème paragraphe du décret n°179 de 2012, converti en loi n° 221 de 2012 et contenant des mesures pour la croissance du pays, a établi que les entreprises sociales ayant la forme d'une société par actions (y compris les coopératives sociales, étant donné qu'il s'agit de coopératives générales, sans exclusion), peuvent obtenir la qualification de "start-up innovante à vocation sociale" par l'inscription dans la section spéciale du registre des entreprises pour les start-up innovantes (Sti)
Politiques de soutien aux jeunes pousses innovantes : l'initiative est gérée par le MiSE et l'Agence des revenus. La politique est gérée par la Mise et offre aux entreprises innovantes un large éventail d'avantages qui couvrent toutes les phases du cycle de vie, qui implique les sociétés de capitaux et l'Agence du revenu. La principale facilitation, c'est-à-dire les incitations à investir en fonds propres, consiste en des déductions IRPEF et des déductions de la base imposable IRES d'un montant égal au capital investi dans les entreprises innovantes, au profit respectivement des particuliers (investissement maximum éligible : 1 M€) et des juristes (1,8 M€).
- Bon pour la consultation en matière d'innovation : il soutient les processus de transformation technologique et numérique des PME et des réseaux d'entreprises sur l'ensemble du territoire national par l'introduction, dans les entreprises, de figures de gestion permettant de mettre en œuvre les technologies habilitantes prévues par le plan national d'entreprise 4.0
- NationalInnovationFund(FNI):fonds à fonds multiples (SGR) qui fonctionne exclusivement par le biais de méthodes dites de capital-risque. Il s'agit d'un instrument financier facultatif pour les investissements directs ou indirects visant à acquérir des minorités qualifiées dans le capital de jeunes entreprises, de PME innovantes et de PME en phase de développement..



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Micro crédit

- Entité nationale pour le microcrédit : c'est un organisme public non économique qui remplit des fonctions importantes dans le domaine du microcrédit et de la microfinance, tant au niveau national qu'international.
En particulier :
- la promotion, l'orientation, la facilitation, l'évaluation et le suivi des instruments de microfinance promus par l'Union européenne et des activités de microfinance menées dans le cadre des fonds de l'UE ; le suivi et
- l'évaluation des initiatives italiennes de microcrédit et de microfinancement ;
- la promotion et le soutien des programmes de microcrédit et de microfinancement pour le développement économique et social des pays, ainsi que pour les pays en développement et les économies en transition.
 - L'objectif est de montrer aux particuliers comment ils peuvent démarrer ou développer une activité commerciale massive et qui, bien qu'avec des garanties, peut le faire :
- ils ont une bonne idée d'entreprise ;
 - possèdent des compétences techniques et entrepreneuriales ;
 - ils font partie d'un réseau de référence disposé à les garantir moralement et à les accompagner dans le développement de l'activité entrepreneuriale.
- La Fondation Cadre Italie est une organisation privée, à but non lucratif, sans but lucratif, qui poursuit exclusivement la solidarité sociale et vise à promouvoir le modèle Grameen de microcrédit et de Social Business.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Portugal

Incitations financières

- Incitation non rémunérée par l'intérêt avec une période d'acceptation de 2 ans et une durée de 8 ans
- Entrepreneurship valley : vise à soutenir des projets individuels pour l'acquisition de services de conseil dans le domaine de l'entrepreneuriat,
 - Incubation Valley : ces bons remboursent les services de gestion de fonds, de marketing, de conseil juridique, de financement et de développement de produits à un taux de 75% (40% pour la région de Lisbonne), avec un plafond incitatif de 5 000 euros.. ;
 - Chèque StartUP : vise à rationaliser le développement de projets entrepreneuriaux qui sont en cours de promotion par des jeunes âgés de 18 à 35 ans, grâce à divers instruments de soutien disponibles pendant une période de 12 mois de préparation du projet.
- Programme Momentum : soutien aux jeunes diplômés et aux diplômés de l'enseignement supérieur qui ont bénéficié d'un soutien social pendant leurs études et qui, à la fin de celles-ci, souhaitent développer une idée d'entreprise, mais n'ont pas les moyens de se consacrer à plein temps à la création de leur entreprise.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Incitations fiscales

- Système d'incitation à la recherche et au développement dans les entreprises (SIFIDE II) : L'aide sera en vigueur jusqu'en 2020 et est destinée principalement aux entreprises qui mènent des activités de recherche et de développement (R&D) et qui, de ce fait, encouragent les progrès techniques et scientifiques dans ce secteur.
- Régime fiscal de soutien à l'investissement (RFAI) : encourage les investissements dans certaines immobilisations corporelles et incorporelles, en prévoyant une déduction de la perception du RFAI calculée sur la base du montant de l'investissement éligible et de la région du pays dans lequel il est réalisé. applicable uniquement à certains secteurs d'activité.
- Net job creation : Il s'agit d'un avantage important pour les entreprises dont le nombre de jeunes employés âgés de 16 à 35 ans, y compris les jeunes chômeurs de longue durée sous contrat à durée indéterminée, augmente.
- Déduction pour bénéfices non distribués et réinvestis (DLRR) : il s'agit d'une mesure d'incitation pour les PME qui autorisent la déduction du CRI de 10 % des bénéfices non distribués qui sont réinvestis au cours des années suivant la fin de la période de bénéfices non distribués
 - Exemption de l'acompte spécial au cours des deux premiers exercices
 - Réduction de 50 % et 25 % des coefficients applicables à la catégorie B dans le cadre du régime simplifié.
- Déduction d'impôt sur le revenu jusqu'à 15% pour les investisseurs informels et de capital-risque

Exemples d'entités qui soutiennent des projets entrepreneuriaux

- Fundo Inovação Social – <https://www.fis.gov.pt/IAPMEI> – <https://www.iapmei.pt/>
- ANJE – <https://www.anje.pt/>



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Turkey



Politiques et dispositions fiscales en Turquie

- Types d'incitations fiscales : Exonération de la TVA : la fourniture de machines et d'équipements au contribuable qui possède un certificat d'incitation à l'investissement ("CII") est exonérée de la TVA.
- Exonération des droits de douane : conformément à la législation douanière turque, les droits de douane sont exonérés en cas d'importation de machines et d'équipements, à condition que toutes les machines et tous les équipements soient couverts par le certificat d'encouragement à l'investissement.
- Réduction d'impôt sur le revenu des sociétés : le droit fiscal turc sur le revenu des sociétés prévoit un taux d'imposition réduit sur le revenu des sociétés pour les investissements réalisés dans le cadre de la CII.
- Soutien aux primes de sécurité sociale (Employer'sShare) : contient des explications générales sur la manière de bénéficier de l'incitation. L'incitation stipule qu'en cas de création d'emplois supplémentaires par l'investissement réalisé dans le cadre de la CII.
- Retenue d'impôt sur le revenu : la retenue d'impôt sur le revenu ne peut s'appliquer qu'aux salaires des employés dans le cadre des investissements réalisés dans la région 6. S'il y a un emploi supplémentaire créé par l'investissement dans le cadre de la CII.
- Soutien aux intérêts : il s'agit d'un soutien financier, fourni uniquement pour les prêts d'une durée d'au moins un an, obtenus dans le cadre de la CII.
- Allocation des terres : les investissements relevant de la SII et les investissements à grande échelle, les investissements stratégiques et les programmes d'incitation régionaux peuvent bénéficier d'une aide à l'allocation des terres.
- Remboursement de la TVA : La TVA sur les dépenses de construction effectuées dans le cadre d'investissements stratégiques d'un montant fixe de 500 millions de TL sera remboursée sans attendre l'achèvement de l'ensemble de l'investissement.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Micro crédit

- TEB Micro business Banking : TEB répond aux besoins financiers et non financiers des microentreprises. Les représentants des clients fournissent aux petites entreprises des analyses et des cartes routières. La carte BossCard de la Banque offre aux entreprises la possibilité d'accéder rapidement à des facilités de crédit grâce à des canaux de distribution alternatifs.
- Les fonds de capital-risque : les comités de marché du capital de Turquie : le capital-risque est un type de financement par fonds propres qui permet aux entrepreneurs ou autres petites entreprises d'être plus aptes à obtenir des financements. Ils se composent de fonds communs et de fonds de garantie qui se concentrent sur un type particulier d'investissement en phase initiale.
- Fonds communs de placement de capital-risque avec certificat d'émission approuvé
- Turquie Programme de microfinancement : Le programme exige l'établissement d'un groupe de cinq femmes vivant dans le même quartier de village et fournit également des services aux personnes vivant dans des zones rurales ainsi que dans les zones urbaines de Turquie.
- En faisant un emprunt auprès du TGMP : ils vous aideront à décider quel service vous convient le mieux.
- MAYA : prête de l'argent pour permettre aux femmes qui le désirent de faire des affaires à domicile, sur le marché ou dans un magasin. Deux types de prêts sont accordés à Maya. La première méthode est celle des groupes de solidarité, sur laquelle repose la solidarité entre les femmes.
- TEB Entrepreneurship Banking - Services financiers : fournir un large éventail de services adaptés aux besoins des entrepreneurs pour les aider à réaliser leurs projets
Programme de soutien au développement de l'esprit d'entreprise (KOSGEB) : Les objectifs du programme sont d'améliorer l'information et les capacités des entrepreneurs en matière de création et de maintien d'entreprises, de récompenser les plans d'entreprise réussis, d'accroître la coopération entre les acteurs qui mettent en place un système d'entrepreneuriat de premier plan, de fournir des structures de création qui contribuent à augmenter le taux de survie des entreprises nouvellement créées.
- Les programmes du Conseil de la recherche scientifique et technologique de la Turquie (TUBITAK) : TUBITAK fournira un soutien financier aux propriétaires d'entreprises dans le cadre de la deuxième phase d'évaluation. Les candidats recevront une subvention pour créer des entreprises et mener des recherches afin de prouver la validité technologique de leur entreprise en développant des prototypes.
- İstasyontedü Programme d'incubation : Ce programme est axé sur l'entrepreneuriat social dans le programme de cubation qui a été réalisé à l'université İstasyonTEDÜatTED.
- Centre d'incubation HayalEtIncubation : initiative visant à soutenir l'innovation, l'esprit d'entreprise, le développement des entreprises, le rapprochement des investisseurs et la commercialisation de nouvelles idées, ainsi qu'à les soutenir grâce aux services de mentorat professionnel fournis par l'association MENTOR.
- Angel Investors : est une personne qui investit dans des entreprises risquées ou des idées prometteuses qui en sont à leurs débuts et qui fournit un soutien tel que le conseil, l'acquisition environnementale et initie la croissance et la réalisation de ces initiatives.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Belgique

Belgique:

Incitation financière :

Projets pilotes et expériences novatrices : une douzaine de projets pilotes et d'expériences novatrices reçoivent également des subventions supplémentaires pour les activités, et parmi les 700 organisations qui ont été récemment reconnues et qui reçoivent le soutien mentionné ci-dessus pour faire fleurir les contributions à la sécurité sociale et les allocations pour frais de main-d'œuvre, on peut estimer que seul un petit nombre d'entre elles peuvent être classées comme entreprises sociales.

SocialInclusionInitiatives (SINE) : Cette mesure individuelle stimule la place de certains groupes de chômeurs de longue durée dans la "socialéconomie". SINE est une mesure de soutien public relativement large qui ne vise pas les entreprises sociales, mais les inclut

FederalIntegrationEnterprises(EIF) : L'objectif du programme est de soutenir les PME et les petites et moyennes entreprises à croissance rapide, qui sont établies ou opèrent principalement en Belgique.

Article 60§7 du quota (Centre public d'aide sociale) : Systèmes de quotas pour les entreprises ou institutions privées et/ou publiques afin de stimuler la demande de main-d'œuvre en engageant les employeurs à employer une certaine proportion d'employés handicapés.

Intermédiaires et instruments dans l'investissement à impact social :

En Belgique, il existe un nombre considérable de dispositifs publics de soutien au développement de l'économie sociale et des entreprises sociales. Il s'agit de régimes financés par des fonds publics et spécifiquement conçus pour ou ciblant les entreprises sociales :

- Soutien au démarrage (p. ex. incubateurs)
- Sensibilisation (par exemple, prix)
- Éducation à l'entrepreneuriat social (par exemple, école pour les entrepreneurs sociaux)
- Soutien aux entreprises (par exemple, planification d'entreprise, compétences de gestion, marketing, etc.)
- Formation et programmes d'encadrement
- Soutien à la préparation des investissements
- Instruments financiers dédiés
- Infrastructure physique (par exemple, espace de travail partagé)
- Collaborations et accès aux marchés
- Mise en réseau, partage des connaissances, initiatives d'apprentissage mutuel

Réduction de taxe:

Il n'existe actuellement aucun avantage fiscal lié à la majorité des formes juridiques utilisées par les entreprises sociales, à l'exception de certaines réductions d'impôt en cas de dons à des OBNL et à des fondations, qui risquent néanmoins d'être imposées en vertu de la le régime d'imposition des sociétés, en ce qui concerne les activités économiques de développement qui ne sont pas soumises aux limitations qui leur sont applicables



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Région Flamande :

Incitation financière :

L'Agence de subvention pour le travail et l'économie sociale (VSAWSE) soutient différents types d'organisations ayant une fonction sociale. La VSAWSE fait partie du gouvernement flamand et est responsable de la reconnaissance des organisations de l'économie sociale par le biais de subventions. Toute organisation qui souhaite être reconnue comme opérant dans l'économie sociale doit introduire une demande de soutien public par le biais du VSAWSE ;

Trividend(VlaamsParticipatiefondsvoordeSocialeEconomie) : Il s'agit d'un fonds de capital-risque qui fournit des prêts subordonnés et une participation temporaire au capital

Le Fonds d'investissement social (SociaalInvesteringsfondsSIFO) : Ce fonds finance des organisations jusqu'à 100 000 euros et accorde des prêts d'investissement, des prêts de fonds de roulement, des prêts-relais et des prêts subordonnés.

- VIPA : investissements pour l'infrastructure des ateliers protégés
- Le gouvernement flamand prévoit également des subventions pour les services de conseil fournis par l'un des bureaux de conseil en économie sociale qu'il reconnaît
- L'usine d'innovation sociale, lancée en 2013.

Microcrédit :

IncofinInvestmentManagementCVA Oiko-credit.be

Trividend de la Banque Socrowd Triodos

Région Bruxelles et Wallonie

Incitation financière :

SOWECSOM (Société Wallonne d'Economie Sociale Mars) : créée en 1995, cette double mission consiste à investir dans des entreprises d'insertion professionnelle, dans une économie sociale orientée vers le marché et depuis 2005.

BRUSOC (Région de Bruxelles-Capitale) : elle investit dans les indépendants, les petites entreprises et les projets d'économie sociale. La Fédération Wallonie-Bruxelles fournit un soutien financier important par le biais de véhicules privés, tout en organisant, entre autres, un "Prix de l'économie sociale" annuel. Le prix de l'économie sociale est organisé en collaboration avec le CERA

Le microcrédit :

Crédal SOWECSOM

Réseau de la Fondation Roi Baudouin Rentevrij Oksigen Accélérateur KOIS Invest

Fondation Banque Degroof

Départements ou institutions gouvernementales qui conçoivent ou mettent en œuvre des politiques, des instruments et des mesures de soutien aux entreprises et aux infrastructures sociales



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Pologne

En Pologne, les lois sur les questions sociales ne mentionnent pas les questions faisant directement référence à la question de l'entrepreneuriat social.

Réduction d'impôt

Sur la base des formulaires juridiques les plus fréquents dans lesquels les entreprises sociales sont représentées en Pologne, il peut être indiqué qu'elles ont droit à divers types d'exonérations fiscales :

- Les associations et fondations exerçant une activité commerciale ont la possibilité de bénéficier de l'exonération fiscale, à condition que les objectifs de l'association coïncident avec les objectifs visés dans la loi relative à l'impôt sur les sociétés (article 17, paragraphe 1, point 4 de la loi relative à l'impôt sur les sociétés) et que l'association "soit sincèrement affectée à ces objectifs".
- Les sociétés à but non lucratif ont la possibilité de bénéficier d'une exonération d'impôt à condition que deux critères soient remplis simultanément : les actionnaires de la société sont exclusivement des organisations fonctionnant en vertu de la loi sur les associations (Dz.U.1989Nr20poz.104), z późn.zm.) ; la société transférera les revenus aux fins statutaires de l'association (article 17, paragraphe 1, point 5 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des sociétés). Les objectifs statutaires de l'association doivent coïncider avec les objectifs visés dans la loi relative à l'impôt sur le revenu des sociétés (article 17, paragraphe 1, point 4 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des sociétés) ;
- Les coopératives sociales - exemption de l'impôt sur le revenu pour les revenus des coopératives pour les objectifs visés à l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 27 avril 2006 sur les coopératives sociales (Dz.U.z2018r.poz.1205, z późn.zm.). Il s'agit de la réinsertion sociale et professionnelle des groupes de personnes énumérés dans la loi mentionnée. La condition consiste à dépenser les revenus de l'année fiscale au cours de laquelle elle a été créée (article 17, paragraphe 1, point 43 de la loi relative à l'impôt sur les sociétés). L'exonération est rarement utilisée dans la pratique.



IMPROVING SKILLS
OF SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Micro-crédits

Les prêts préférentiels sont gérés par la Banque centrale européenne et visent les entités de l'économie sociale et des soins de santé, avec certaines exigences :

ont la personnalité juridique,

- Leur organe de gestion ne peut pas être une unité de gouvernement local,
- doit répondre au critère de micro, petite ou moyenne entreprise (jusqu'à 250 employés),
- Doit démontrer la réalisation d'au moins une catégorie de prestations sociales, telles que définies dans les règlements du Fonds de prêt des entités de l'économie sociale, à financer par le prêt,
- Doivent prouver qu'ils paient leurs impôts au Trésor public et leurs dettes à l'organisme d'assurance sociale dans les délais impartis
- En passant une vérification positive dans les bases de données d'informations économiques.

Les prêts préférentiels peuvent être accordés aux entreprises sociales qui peuvent être considérées comme des start up (elles ont commencé leurs activités plus de 12 mois avant la date de signature de l'accord de prêt) et à celles qui sont actives sur le marché depuis plus d'un an. Des types de prêts distincts sont consacrés au démarrage et au développement des activités. Prêt de démarrage : il est destiné, entre autres, aux entreprises sociales qui démarrent leurs activités ou sont à un stade précoce de développement, c'est-à-dire qui fonctionnent pendant plus de 12 mois ; Prêt de développement : il peut être utilisé par les entreprises sociales qui réagissent sur le marché pendant plus de 12 mois



IMPROVING SKILLS OF
SOCIAL
ENTREPRENEURS



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



SUPPORT TECHNIQUE

www.isseproject.eu



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union